

François LETT

Directeur du département éthique et solidaire

La COP27, symbole des ambitions étatiques climatiques non tenues

L'ambassadeur Wael Aboulmagd, représentant spécial de la présidence égyptienne de la prochaine COP27 qui se tiendra du 6 au 18 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, a déclaré que cette grand-messe « devra être celle qui permettra de passer des promesses aux actes ». Les divergences entre l'action climatique des Etats et ce qui serait nécessaire pour respecter l'Accord de Paris demeurent cependant considérables. La présidence égyptienne entend ainsi que les participants accélèrent la réduction des émissions de gaz à effet de serre, doublent les financements consacrés à l'adaptation au changement climatique, et surtout répondent au traitement des dégâts irréversibles causés par la crise climatique. « Nous devons trouver un moyen créatif et acceptable d'aider financièrement les pays qui souffrent et qui voient une partie de leur PIB grevée par ces effets. » a-t-il plaidé.

Au centre des négociations climatiques, la question du financement des destructions causées par les récentes catastrophes climatiques (tempêtes, inondations, feux de forêts) fait l'objet d'échanges et de diatribes intenses. Ce sujet concentre tous les mécontentements des pays en développement qui se considèrent comme les plus touchés par le changement climatique alors qu'ils en sont les moins responsables. Les Etats-Unis et l'Union européenne s'opposent quant à eux à toute mesure de financement de ces dégradations climatiques.

A contrario, lors de l'Assemblée générale (AG) des Nations-Unies qui s'est tenue du 20 au 27 septembre 2022 à New York, le Danemark a décidé d'allouer une enveloppe financière de 13 millions de dollars aux pertes subies par les pays en développement, une première pour un Etat. Lors de cette AG, la première ministre de la Barbade, Mia Mottley, a revendiqué qu'une partie des 650 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux versés par le FMI dans l'économie mondiale en 2021 pour soulager les pays de la pandémie de Covid 19 soient redonnée aux pays victimes des catastrophes climatiques.

Autre débat qui fait rage - notamment en France - Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations-Unies, a appelé les pays riches à taxer les bénéfices exceptionnels de l'industrie des énergies fossiles obtenus grâce à des effets d'aubaine et à redistribuer ces impôts aux pays qui souffrent le plus du changement climatique.

A la COP26 de 2021 à Glasgow, la plupart des Etats s'étaient engagés à réviser à la hausse leurs plans climat cette année. Finalement, seuls une vingtaine d'Etats ont déposé de nouveaux objectifs, le plus souvent en se contentant d'apporter des détails sur leur mise en œuvre plutôt que d'en renforcer les ambitions. Les Etats-Unis, qui viennent pourtant d'adopter avec l'Inflation Reduction Act (IRA) la loi la plus ambitieuse de leur histoire sur la réduction des dépenses climatiques, ne sont toujours pas en mesure de respecter leur objectif pour 2030. Les quelques 400 milliards de dollars de dépenses publiques et de crédits d'impôts prévus sur 10 ans devraient pourtant permettre aux États-Unis de réduire leurs émissions de CO₂ de 40% d'ici à 2030. Par ailleurs, l'Inde et la Chine n'ont aucunement renforcé leurs objectifs et l'Union européenne pourrait légèrement augmenter les leurs. Le Parlement européen vient cependant de relever de 40 à 45% la part des énergies renouvelables dans la consommation globale d'énergie de l'Union européenne d'ici à 2030, et a porté la réduction de la consommation d'énergie de 32,5 à 40%, toujours d'ici à 2030 par rapport aux engagements de 2007.

Symbole de ce manque d'ambition, aucun pays du G7 ne s'est senti obligé à l'AG de l'ONU d'assister à la table ronde sur l'action climatique organisée par Antonio Guterres. Enfin, les pays occidentaux n'ont pas non plus rempli leur promesse de mobiliser 100 milliards de dollars par an, à compter de 2020, pour ceux du Sud, encore un engagement pourtant emblématique de l'action climatique.

Selon le Climate Action Tracker, qui présentera ses scénarios à la COP27, les engagements actuels pour 2030 nous situent sur une trajectoire de réchauffement de 2,4°C.

#ISR

“

LES DIVERGENCES ENTRE L'ACTION CLIMATIQUE DES ETATS ET CE QUI SERAIT NÉCESSAIRE POUR RESPECTER L'ACCORD DE PARIS DEMEURENT CEPENDANT CONSIDÉRABLES.”

”

[Patrimonia #22]

Merci à toutes les personnes qui sont venues sur notre stand au cours de ces deux jours intenses.

Une très belle édition !